

**Syrie - Situation humanitaire en  
Syrie (Raqqa et Roukbane) -  
Intervention du représentant  
permanent de la France auprès des  
Nations unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 18 avril 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaite d'abord remercier le secrétaire général adjoint pour les affaires humanitaires, Mark Lowcock, pour son intervention et saluer à nouveau ses efforts inlassables, ainsi que ceux de ses équipes, pour répondre à l'urgence et à la gravité de la situation humanitaire en Syrie.

Je remercie aussi la Russie d'avoir demandé la tenue de ce briefing, qui permet de faire le point sur la situation humanitaire, y compris à Raqqa et Roukbane, après l'adoption il y a maintenant un mois et demi de la résolution 2401.

Je reviendrai d'abord en quelques mots sur l'ensemble de la situation humanitaire en Syrie, avant d'aborder les cas spécifiques de Raqqa et Roukbane et de réitérer enfin notre appel à aider véritablement les populations concernées en garantissant réellement un accès humanitaire rapide et sûr, qui constitue une composante essentielle de notre projet de résolution sur la Syrie.

Monsieur le Président,

1/ Malgré l'adoption de la résolution 2401 et nos appels répétés, l'urgence humanitaire reste criante en Syrie.

La situation sur le terrain en Syrie relève du cauchemar et ne s'améliore pas. Comme nous avons eu l'occasion de le souligner lors de chacune des réunions du Conseil à ce sujet, les offensives terrestres, les sièges, les bombardements indiscriminés, y compris d'écoles et d'hôpitaux, et l'emploi d'armes chimiques contre la population à Douma, le 7 avril dernier, ont achevé de mettre la Syrie à terre, au mépris du droit international. Ce recours à la terreur comme tactique de guerre provoque, nous le savons tous, un coût humain effroyable. Ainsi, depuis le 18 février, au moins 1.800 personnes ont été tuées et des milliers souffrent de blessures souvent irrémediables.

Comme vient de l'exposer Mark Lowcock, la tragédie humanitaire en Syrie reste un scandale quotidien et une insulte permanente à la conscience universelle. Depuis le 9 mars, environ 151.000 Syriens ont été forcés de fuir la Ghouta orientale. Entre 90.000 et 100.000 d'entre eux

ont été contraints de rejoindre des camps autour de Damas, avec un accès très restreint aux services essentiels. À ce jour, seules 45.000 personnes ont été autorisées à quitter ces camps, dont les capacités d'accueil sont saturées. Malgré cette situation d'urgence, l'accès à ces camps est compliqué par l'alourdissement par le régime des procédures administratives pour les acteurs humanitaires. L'accès humanitaire aux populations restées dans la Ghouta orientale est également entravé, particulièrement à Douma. Ce sont là autant de tragédies et de violations caractérisées du droit humanitaire.

À Idlib, Monsieur le Président, l'arrivée de dizaines de milliers de personnes évacuées de la Ghouta orientale a encore aggravé la situation humanitaire dans cette province, qui compte désormais plus de 1,2 million de déplacés internes. C'est dire combien nous devons être à la fois actifs et vigilants concernant Idlib : actifs au regard de la situation très difficile qui prévaut aujourd'hui, mais aussi d'une vigilance toute particulière au regard du risque d'un nouveau déchaînement de violence dans cette région. Si nous n'y prenons garde, le pire est à venir à Idlib.

2/ s'agissant de la situation à Raqqa, comme l'a dit Mark Lowcock dans son exposé, la ville fait face au défi que représente le retour de 90.000 personnes. Ce défi est considérable, c'est vrai. De premières évolutions positives sont toutefois à relever, telles que la réouverture des écoles et de trois cliniques, qui fonctionnent, ou encore la distribution de livres scolaires, pour n'en prendre que quelques exemples. Il faut désormais permettre aux acteurs humanitaires d'acheminer l'eau, la nourriture et les autres réponses aux besoins essentiels de la population. Compte tenu de la situation laissée par Daesh dans la ville, le déminage humanitaire est également un enjeu crucial qui conditionne à bien des égards tout le reste et sur lequel les efforts déjà engagés doivent impérativement se poursuivre et s'accroître. C'est un effort auquel la France prend toute sa part. Nous avons débloqué ainsi une enveloppe de dix millions d'euros en fin d'année 2017 et financé une dizaine de projets à destination des populations déplacées et de celles souhaitant se réinstaller à Raqqa en particulier, dans les secteurs de l'aide d'urgence, du rétablissement des services de base, de la santé et du déminage.

À Roukban, les discussions avec le Croissant rouge arabe syrien (SARC) doivent permettre l'acheminement et le déchargement des cargaisons par l'ONU, tout en garantissant la sécurité du personnel humanitaire.

3/ Alors que la résolution 2401 n'a pas été mise en oeuvre, je veux ici réitérer une nouvelle fois, au nom de la France, notre appel pressant à garantir un accès humanitaire rapide, sûr et sans entraves sur tout le territoire syrien. C'est en effet la clé, avec la cessation des hostilités, d'une amélioration réelle de la situation humanitaire en Syrie.

Très concrètement, cela signifie que le régime syrien doit délivrer les visas et les lettres d'autorisation nécessaires à OCHA et aux acteurs humanitaires, avec trois objectifs opérationnels immédiats :

i/ premièrement, des convois humanitaires en nombre suffisant doivent atteindre les zones difficiles d'accès et assiégées, et la sécurité du personnel humanitaire doit être garantie ;

ii/ deuxièmement, les civils restés dans la Ghouta orientale doivent recevoir une assistance humanitaire d'urgence et être protégés ;

iii/ troisièmement, une aide doit être apportée aux populations déplacées, y compris dans les camps et dans les communautés hôtes autour de Damas, dans la province d'Idlib et dans la région de l'Euphrate.

La reprise par le régime de la Ghouta orientale, dans les conditions terribles que l'on sait, ne change rien à ces impératifs qui relèvent du droit international humanitaire et de la résolution 2401 adoptée à l'unanimité par ce Conseil.

C'est précisément ces objectifs que nous appuyons fortement dans le cadre du projet de résolution transmis par la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis aux membres du Conseil de sécurité samedi dernier et qui a été discuté en première lecture hier.

Notre projet de résolution vise à obtenir des progrès essentiels en matière humanitaire, en pleine cohérence avec les priorités exprimées aujourd'hui. Face à la situation catastrophique des populations, la France a lancé un programme humanitaire d'urgence d'un montant de 50 millions d'euros.

Le projet de résolution vise aussi à recréer un mécanisme d'attribution des responsabilités dans l'emploi d'armes chimiques et à mettre un terme définitif au programme chimique syrien.

Ce projet demande enfin la tenue de négociations politiques concluantes, sous l'égide des Nations unies et en appui de l'envoyé spécial Staffan de Mistura, conformément à la résolution 2254.

Monsieur le Président,

À rebours de l'approche en silo qui a conduit à tant d'impasses, le projet de résolution dont la France a pris l'initiative, et que nous portons avec nos partenaires britanniques et américains, articule pour la première fois les volets humanitaire, chimique et politique de l'équation syrienne. À travers cette approche globale et intégrée, ce projet vise à recréer un espace de négociations, à établir des convergences possibles et à créer ainsi les conditions, nous l'espérons, d'une réelle dynamique diplomatique sur le dossier syrien. Chacun sait combien la tâche est difficile mais nous espérons que cette méthode contribuera à sortir de l'impasse et à nouer une vraie négociation.

À en juger par l'intérêt suscité par notre projet de résolution et par les premières discussions constructives auxquelles il a donné lieu, cette nouvelle approche fait en tout cas l'objet d'un large appui. Il s'agit à présent d'engager, sur cette base, une négociation approfondie, exigeante et de bonne foi avec l'objectif d'aboutir, même si encore une fois nous savons combien ce sera difficile. Nous le devons aux Syriens qui, dans leur diversité, nous attendent et désespèrent.

Je vous remercie./.